



Communauté d'Agglomération du Calaisis

76 BOULEVARD GAMBETTA
BP 21
62101 CALAIS

POLE DES MOYENS OPÉRATIONNELS

**Gestion et Maintenance
des Espaces Publics et des Réseaux**

Collecte, évacuation et traitement

Lot N°1 : Amiante et déchets amiantés

**Cahier des Clauses Techniques
Particulières
(CCTP)**

SOMMAIRE

- 1. OBJET
- 2. DÉFINITION DES PRESTATIONS
- 3. CONDITIONS D'EXÉCUTION
 - 3.1 GÉNÉRALITÉS
 - 3.2 MODE D'EXÉCUTION
 - 3.3 RÉGLEMENTATIONS – NORMES
 - 3.4 SPÉCIFICATIONS ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES
 - 3.5 TRAVAUX PRÉPARATOIRES ET INSTALLATION DE CHANTIER
 - 3.6 RETRAIT DE CONFINEMENT DE MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE NON FRIABLES
 - 3.7 SURVEILLANCE DES TRAVAUX
 - 3.8 SÉCURITÉ
 - 3.9 DÉPOTS DES RÉSIDUS
 - 3.10 ASSURANCES

1- OBJET

Le présent CCTP a pour objet de définir les conditions dans lesquelles seront réalisées les prestations de collecte, évacuation et traitement des tôles fibrociment à base d'amiante et autres déchets amiantés abandonnés dans les espaces publics communautaires et zones d'activités afin d'assurer la salubrité et la propreté des sites.

Avant d'établir sa soumission, le Prestataire est invité à reconnaître les principaux lieux, listés ci-dessous, où seront effectuées les prestations afin de bien évaluer les conditions d'accès et de travail.

Il ne pourra prétendre à des plus values du fait de la méconnaissance des lieux, des difficultés d'accès, ou autres.

Le Prestataire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance des lieux, listés ci-dessous,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution lors de ces repérages et s'être parfaitement rendu compte de leurs natures, de leurs importances et de leurs particularités,
- avoir procédé à une visite détaillée des lieux et du terrain et d'avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques, de toutes les sujétions relatives aux lieux de travail, aux accès, aux abords, à la topographie.

2 – DÉFINITION DES PRESTATIONS

Le présent Marché consiste à réaliser l'élimination (chargement, transport et mise en décharge) de dépôts sauvages contenant des déchets amiantés non friables.

Ces prestations de services concernent principalement les espaces publics suivants :

- ZI des Dunes à CALAIS,
- ZA Marcel Doret à CALAIS, y compris ZFU Est et Nord,
- ZA du Virval,
- Site Naturel Protégé du Colombier Virval à CALAIS,
- Aire d'accueil des gens du voyage à CALAIS,
- ZA de Transmarck à MARCK,
- Aéroport de MARCK,
- ZA Les Terrasses à COQUELLES.

Le Prestataire pourra être amené à intervenir sur toutes les Zones d'Activités futures, sites et équipements de l'Agglomération du Calaisis.

3 – CONDITIONS D'EXÉCUTION

3.1 – GÉNÉRALITÉS

Le Prestataire, lors de son offre, aura étudié de façon approfondie le dossier de consultation et donnera un prix forfaitaire pour chacune des prestations à réaliser. Ainsi, une omission dans le CCTP ne saurait le soustraire à exécuter les prestations telles qu'elles sont décrites.

Le Prestataire respectera en tout la législation sanitaire sur le traitement de l'amiante et ses dérivés et particulièrement la réglementation en vigueur.

Un Plan de Retrait devra être rédigé à chaque opération.

3.2 – MODE D'EXÉCUTION

Les représentants du Maître d'Ouvrage préviendront le Prestataire par mail ou fax ou, en cas d'urgence, par téléphone avec confirmation par mail ou fax du lieu d'intervention où ont été abandonnées des plaques fibrociment à base d'amiante et autres déchets amiantés.

Le Prestataire mettra à disposition le matériel et la main d'œuvre, chauffeurs et agents techniques en charge de l'assistance au chargement et au nettoyage du site en fin d'intervention, encadrement et autre. La benne sera adaptée au volume de déchets constatés et à enlever.

En cas de défaillance d'un matériel, il appartiendra au Prestataire de pallier ce problème en mettant à disposition un autre matériel de même capacité.

A ce titre, le Candidat fournira une fiche technique du ou des matériels qu'il utilisera avec les performances et capacités (bags-bags, film plastique, etc).

Le Prestataire assurera le transport jusqu'au centre de déchargement choisi par le candidat afin d'y assurer le traitement.

Il appartiendra aussi au Prestataire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer un nettoyage correct de la surface concernée par l'emprise des déchets déposées.

Les déchets devront rester identifiables, dans la mesure du possible, des déchets provenant d'autres structures afin d'éviter tout litige au moment du traitement.

Le Candidat présentera les équipements et procédures permettant la mesure (pesée) et le suivi de façon fiable et contrôlable des déchets traités.

Un exemplaire du certificat de pesée devra être transmis au représentant du Maître d'Ouvrage.

3.3 – RÉGLEMENTATIONS – NORMES

Etendue des travaux

Le Titulaire du Marché devra être en possession d'une qualification, pour effectuer les travaux de retrait d'amiante non friable, délivrée par un organisme accrédité à cet effet. Les travaux à réaliser par l'Entreprise dans le cadre de son Marché sont essentiellement les suivants :

- Etablissement d'un plan de retrait de matériaux amiantés avant chaque intervention et dépôt auprès de l'inspection du travail ;
- Délimitation et balisage de la zone des travaux ;
- Enlèvement de déchets amiantés ;
- Transport sur le site de traitement des déchets ;
- Elimination en décharge classée ;
- Fourniture d'un bordereau de suivi de déchets d'amiante (BSDA).

Documents de référence contractuels

1. *Code de la Santé Publique*

- Articles R.1334-14 à R.1334-29
- Articles R.1337-2 à R.1337-5
- Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique

2. *Décrets*

- Décret 2012
- Décret n°2008-244 du 27 mars 2008 relatif au code du travail
- Décret n°88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante

3. *Arrêtés*

- Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante modifié par l'arrêté du 13 octobre 2009.
- Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux
- Arrêté du 7 juillet relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.
- Arrêté du 4 mai 2007 relatif à la mesure de la concentration en fibres d'amiante sur les lieux de travail et aux conditions d'accréditation des laboratoires.

4. Normes

- Norme AFNOR XP X 43-269 « qualité de l'air - Air des lieux de travail – détermination de la concentration en nombre de fibres par microscopie optique en contraste de phase – Méthode du filtre à membrane » de mars 2002
- Norme AFNOR NF X44-013 « séparateurs aérauliques – Méthode d'essai des filtres à l'aérosol de chlorure de sodium par photométrie de flamme » de février 1983

5. Autres textes

Recommandation R378 de la CNAMTS « Dépose des matériaux en amiante ciment ou accessoires extérieurs ».

Sécurité des personnes

Le candidat devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection de son personnel conformément à la réglementation en vigueur mais il aura aussi à sa charge la sécurité du public aux abords du chantier.

Il devra en conséquence prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurisation du périmètre en fonction du danger existant.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessus sont implicitement compris dans le prix du présent Marché.

Prestations à la charge du présent Marché

Les travaux à la charge du présent Marché comprennent implicitement la fourniture et la pose ainsi que toutes les prestations et fournitures nécessaires à :

- L'enlèvement sur le site des matériaux contenant de l'amiante,
- Leur stockage provisoire,
- Leur transport,
- Leur évacuation et enfouissement en décharge classée,
- Les mesures libératoires du chantier.

Dans le cadre contractuel de son Marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat, c'est-à-dire qu'il devra livrer au Maître d'Ouvrage des sites totalement éliminés des matériaux contenant de l'amiante.

3.4 – SPÉCIFICATION ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Protection et sauvegarde des existants

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ces travaux, aucune détérioration, si minime soit-elle, aux existants. Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc. Le Maître d'Ouvrage se réserve toutefois le droit si dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires. Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

Obligations de l'entrepreneur

Le candidat est contractuellement réputé s'être assuré, avant remise de son offre, par son expérience, que les travaux prévus au présent projet répondent en tous points à la réglementation (DTU, normes, etc.) compte tenu des données du chantier. Dans le cas contraire, le candidat fera par écrit au maître d'œuvre, les remarques et observations qu'il jugera utiles.

Conditionnement et emballage des matériaux contenant de l'amiante

L'entreprise prendra toutes mesures pour conditionner et évacuer de la zone de travail les déchets, au fur et à mesure de leur production. Les déchets seront conditionnés conformément aux règlements en vigueur. Le type de conditionnement sera adapté sera à la nature des déchets palettisables, EPI, film en matière plastique...

Les conditionnements devront posséder des caractéristiques propres à éviter tout dispersion de fibres d'amiante (résistance à la déchirure, étanchéité, décontamination) et à permettre leur manutention à toutes les étapes de la chaîne d'élimination. Ces déchets sont soumis aux règlements du transport des matières dangereuses, en particulier concernant leurs emballages extérieurs pour le transport, et doivent porter le marquage requis par ces règlements.

Etiquetage

Sur chaque conditionnement de déchets contenant de l'amiante, une étiquette devra être apposée conformément à la réglementation en vigueur.

Manutention des déchets

Les conditions de manutention des déchets emballés doivent être prévues et organisées de manière à réduire les risques lors de leur manipulation aux différents stades de la filière d'élimination. Des moyens d'aide à la manutention tels que chariots manuels ou motorisés, conteneurs à roues, etc. ainsi que les systèmes de levage adaptés seront utilisés.

Documents relatifs à l'élimination des déchets contenant de l'amiante

Certificat d'acceptation préalable des déchets

Un certificat d'acceptation préalable des déchets contenant de l'amiante devra être demandé au centre d'élimination des déchets. Il précisera les conditions particulières d'acceptation des déchets dans ce centre. Cette demande d'acceptation devra préciser la nature des matériaux contenant de l'amiante, le type d'amiante, la nature des autres déchets qui seront éliminés, les volumes et les poids estimés, les types de conditionnements et leurs dimensions.

Bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA)

Un bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante devra obligatoirement accompagner chaque unité de transport des déchets et indiquer les numéros de scellés. Un exemplaire de ce bordereau de suivi sera retourné par le centre d'élimination au Maître d'Ouvrage ainsi qu'à l'entreprise qui a réalisé les travaux.

3.5 – TRAVAUX PRÉPARATOIRES - INSTALLATION DE CHANTIER

Plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante

Avant tout travaux de retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante, l'entreprise établira un plan de retrait qui sera annexé au plan de prévention (ou PPSPS).

Suite à son évaluation du risque, l'entreprise décrira avec précision l'ensemble des mesures qu'elle a arrêté afin :

- De supprimer ou réduire, au niveau le plus bas possible, l'émission et la dispersion de fibres d'amiante pendant les travaux,
- D'éviter toute diffusion de fibres d'amiante hors des zones de travaux,
- D'assurer les protections collectives et individuelles des travailleurs intervenants pour l'ensemble des risques,
- De garantir l'absence de pollution résiduelle après travaux.

Installation de l'entreprise sur le chantier

Stockage des matériels et déchets

Chaque fois que cela sera possible, les déchets contenant de l'amiante seront, après leur conditionnement, stockés directement dans la benne ou le conteneur destiné au transport vers le site d'élimination. Cette benne sera fermée et cadénassée.

Un stockage temporaire de déchets contenant de l'amiante pourra être réalisé avant leur expédition : il sera organisé dans une zone mise à disposition par le Maître d'ouvrage et pour laquelle l'entreprise prendra toutes les dispositions pour en garantir la protection et la restitution sans pollution.

Balisage et clôture du chantier

Avant d'entreprendre tout travail, les zones les plus dangereuses (zone de travail stockage des déchets) devront être balisées par un marquage « danger amiante ».

3.6 - RETRAIT ET CONFINEMENT DE MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE NON FRIABLES

Les matériaux amiantes ciment qui pourront être traités dans le cadre du Marché sont :

- Les éléments de couvertures en plaques ondulées
- Les éléments de couvertures en « ardoise »
- Les gaines et conduits de ventilation, d'évacuation de fumées, de descente d'eaux pluviales
- Des tuyaux et autres évacuations en matériaux amiantés
- Les accessoires de toiture.

3.7 – SURVEILLANCE DES TRAVAUX

Le Prestataire fera agréer, par le maître d'ouvrage, une personne responsable des travaux et de la sécurité pouvant être jointe à tout moment pour parer d'une façon rapide et efficace à tout incident survenant sur les sites. Par ailleurs, elle sera chargée de le représenter pour recevoir notification des ordres de service et des instructions écrites ou verbales des représentants du Maître d'Ouvrage et en assurer l'exécution.

3.8 – SÉCURITÉ

Le Prestataire devra respecter en tout point le Plan de Retrait qu'il aura fait approuver par l'Inspection du Travail.

Tous les personnels devront être habilités et les installations de chantiers devront être conformes

3.9 – DÉPOTS DES RÉSIDUS

L'ensemble des frais relatifs au transfert et dépôt des résidus au centre de traitement des déchets, quel qu'il soit, est également à la charge du Prestataire.

A ce titre, le Candidat indiquera, dans son offre, le ou les centres qu'il envisage de retenir.

De même, le Prestataire devra fournir, à la demande des représentants du Maître d'Ouvrage, les récépissés de dépôts des résidus au centre de traitement.

3.10 – ASSURANCES

Le Prestataire aura contracté toutes les assurances (multirisques, responsabilité civile et divers) nécessaires en cas d'incident ou accident.

En cas de dégradation, le Prestataire préviendra les représentants du Maître d'Ouvrage de manière à établir les constats pour les assurances.